

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du deuxième trimestre de 2026

Les Aliments Maple Leaf enregistre un BAIIA ajusté de 137 millions de dollars et une marge de 13,4 %, ainsi qu'un bénéfice de 41 millions de dollars, et confirme ses prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2026

Mississauga, Ontario, 12 août 2026 – Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX : MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2026.

Faits saillants du deuxième trimestre 2026⁽ⁱ⁾

- Les ventes se sont élevées à 1 020 millions de dollars comparativement à 1 004 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 1,6 %.
- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (« BAIIA ajusté »)⁽ⁱⁱ⁾ est passé à 137 millions de dollars, soit une augmentation de 4,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la marge du BAIIA ajusté s'établit à 13,4 %, en hausse de 40 points de base.
- Le bénéfice avant impôts était de 58 millions de dollars, par rapport à 54 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est chiffré à 41 millions de dollars (bénéfice de 0,33 \$ par action de base), comparativement à 39 millions de dollars (bénéfice de 0,31 \$ par action de base) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le résultat de base ajusté par action ordinaire⁽ⁱⁱⁱ⁾ s'est établi à 0,44 \$ pour le trimestre, par rapport à 0,33 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- La dette nette⁽ⁱⁱⁱ⁾ était de 1 070 millions de dollars, alors que la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois⁽ⁱⁱⁱ⁾ s'établit à 2,2 fois, par rapport à 2,1 fois à la fin du deuxième trimestre de l'exercice précédent.
- Au cours du deuxième trimestre, la société a retourné 41 millions de dollars à ses actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions effectués dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Commentaires des dirigeants

« Nos résultats du deuxième trimestre témoignent de l'exécution rigoureuse de notre stratégie et du renforcement continu de nos activités, a déclaré Curtis Frank, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. Nous avons enregistré un septième trimestre consécutif de croissance des revenus d'un exercice à l'autre, augmenté notre BAIIA ajusté d'environ 5 % et porté notre marge de BAIIA ajusté à 13,4 %. Ces résultats ont été soutenus par des gains d'efficacité opérationnelle, une composition favorable des ventes et une demande toujours robuste pour nos produits de volaille. »

« Nous constatons les retombées positives de notre transformation en une entreprise de produits de consommation courante plus simple, portée par une mission et axée sur les protéines et la marque, a poursuivi M. Frank. Notre stratégie axée sur une croissance rentable, une maîtrise rigoureuse des coûts et des initiatives comme le programme Alimentons la croissance continuent de consolider notre position sur le marché tout en accroissant notre capacité à générer des bénéfices à long terme. Grâce à une croissance des revenus d'environ 4 % depuis le début de l'exercice et au maintien d'un solide rendement du BAIIA ajusté, nous demeurons en bonne voie d'atteindre nos prévisions pour 2026, soit une hausse des revenus dans la moyenne de la fourchette à un chiffre, un BAIIA ajusté de 520 millions de dollars à 540 millions de dollars, tout en conservant un bilan de qualité. »

⁽ⁱ⁾ Les montants de l'exercice précédent ont été retraités pour tenir compte des résultats des activités poursuivies, à l'exception de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour connaître la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

Perspectives

Pour obtenir des renseignements sur les perspectives à court et à long terme de la société, veuillez consulter les communiqués de presse de la société datés du 13 janvier 2026 et du 10 mars 2026 respectivement, qui sont disponibles sur SEDAR+ et sur le site Web de la société à l'adresse <https://www.mapleleaffoods.com/media/>.

Faits saillants financiers et opérationnels

Les Aliments Maple Leaf comprend deux unités d'exploitation : les aliments préparés et la volaille. Dernière étape dans le cadre de la réorganisation annoncée précédemment des activités commerciales et de la chaîne d'approvisionnement de la société, l'unité d'exploitation de la volaille comprend maintenant les catégories de volailles fraîche et transformée. L'unité d'exploitation de la volaille représente environ 40 % des ventes, et l'unité d'exploitation des aliments préparés représente environ 60 % des ventes.

(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action) (non audité)	Pour le Trimestre clos le 30 juin			Pour le Semestre clos le 30 juin		
	2026	2025	Variation	2026	2025	Variation
Ventes ⁽ⁱ⁾	1 020,1 \$	1 004,2 \$	1,6 %	1 983,0 \$	1 910,9 \$	3,8 %
Profit brut ⁽ⁱ⁾	192,2 \$	187,4 \$	2,5 %	372,6 \$	341,6 \$	9,1 %
Frais de vente et charges générales et administratives ⁽ⁱ⁾	104,5 \$	99,6 \$	4,9 %	206,4 \$	202,7 \$	1,8 %
Résultat avant impôts sur le résultat ⁽ⁱ⁾	58,0 \$	54,1 \$	7,2 %	122,0 \$	78,4 \$	55,5 %
Bénéfice des activités poursuivies ⁽ⁱ⁾	40,8 \$	39,0 \$	4,6 %	86,9 \$	55,0 \$	57,9 %
Bénéfice	40,8 \$	57,8 \$	(29,4) %	86,9 \$	107,3 \$	(19,1) %
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies ⁽ⁱ⁾	0,33 \$	0,31 \$	6,5 %	0,70 \$	0,44 \$	59,1 %
Bénéfice de base par action	0,33 \$	0,47 \$	(29,8) %	0,70 \$	0,87 \$	(19,5) %
Résultat d'exploitation ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	93,1 \$	83,6 \$	11,3 %	169,0 \$	140,7 \$	20,1 %
BAIIA ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱⁱ⁾	137,1 \$	130,8 \$	4,8 %	259,4 \$	246,6 \$	5,2 %
Marge du BAIIA ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱⁱ⁾	13,4 %	13,0 %	40 pb	13,1 %	12,9 %	20 pb
Bénéfice avant impôts ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱⁱ⁾	74,3 \$	57,2 \$	29,9 %	134,4 \$	95,1 \$	41,4 %
Résultat de base ajusté par action ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,44 \$	0,33 \$	33,3 %	0,78 \$	0,54 \$	44,4 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4,7 \$	239,6 \$	n.s. ⁽ⁱⁱⁱ⁾	59,4 \$	249,5 \$	(76,2) %
Flux de trésorerie disponibles ⁽ⁱ⁾	(18,9) \$	216,0 \$	n.s. ⁽ⁱⁱⁱ⁾	17,7 \$	202,4 \$	n.s. ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Dette nette ⁽ⁱⁱ⁾				1 069,7 \$	1 344,2 \$	(20,4) %
Dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois ⁽ⁱⁱ⁾				2,2	2,1	0,1

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour connaître la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Non significatif.

Les ventes pour le deuxième trimestre de 2026 se sont élevées à 1 020,1 millions de dollars comparativement à 1 004,2 millions de dollars à l'exercice précédent, soit une augmentation de 1,6 %. Les ventes ont augmenté de 7,1 % dans le secteur de la volaille, soutenues par des volumes plus élevés, une amélioration de la composition des canaux, et les prix, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales. Les ventes du secteur des aliments préparés ont diminué de 2,0 %, en raison de la baisse des volumes et de l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales. Ces facteurs ont été partiellement compensés par les pressions exercées sur les prix, les revenus connexes de tiers et un meilleur assortiment de produits.

En cumul annuel pour 2026, les ventes se sont élevées à 1 983,0 millions de dollars, comparativement à 1 910,9 millions de dollars au dernier exercice, soit une augmentation de 3,8 %. Les ventes ont augmenté de 9,3 % dans le secteur de la volaille, soutenues par des volumes plus élevés, une amélioration de la composition des canaux et les prix plus élevés, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales. Les ventes du secteur des aliments préparés étaient conformes à celles de la même période l'an dernier, les prix plus élevés, les revenus connexes de tiers et l'amélioration de la

composition des ventes ayant compensé l'incidence de la baisse des volumes et de l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales.

Le bénéfice brut du deuxième trimestre de 2026 a augmenté pour s'établir à 192,2 millions de dollars (marge brute⁽ⁱ⁾ de 18,8 %) comparativement à 187,4 millions de dollars (marge brute⁽ⁱ⁾ de 18,7 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable aux prix plus élevés, à une amélioration de l'efficacité opérationnelle et à une composition favorable, facteurs qui ont plus que compensé les répercussions de l'inflation du coût des intrants, de l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales, d'une variation des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises. et d'une diminution des volumes.

Le profit brut en cumul annuel pour 2026 est de 372,6 millions de dollars (marge brute⁽ⁱ⁾ de 18,8 %), en hausse comparativement à 341,6 millions de dollars (marge brute⁽ⁱ⁾ de 17,9 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable aux prix plus élevés, à une amélioration de l'efficacité opérationnelle et à une composition favorable, facteurs qui ont plus que compensé les répercussions de l'inflation du coût des intrants, de l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales et d'une diminution des volumes.

Au deuxième trimestre de 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 104,5 millions de dollars, par rapport à 99,6 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable au moment choisi pour les dépenses de publicité et de promotion et à la hausse des honoraires de consultation.

En cumul annuel pour 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 206,4 millions de dollars comparativement à 202,7 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à la hausse des honoraires de consultation et au moment choisi pour engager les dépenses de publicité et de promotion.

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le deuxième trimestre de 2026 s'est élevé à 58,0 millions de dollars, comparativement à 54,1 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, ainsi qu'à la réduction des frais d'intérêts principalement attribuable à la baisse des niveaux d'endettement en raison de la scission des activités dans le secteur du porc au quatrième trimestre de 2025, partiellement compensé par la quote-part de la perte de la société provenant de son entreprise associée mise en équivalence.

En cumul annuel pour 2026, le résultat avant impôts sur le résultat était de 122,0 millions de dollars, comparativement à 78,4 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, ainsi qu'à la réduction des frais d'intérêts principalement attribuable à la baisse des niveaux d'endettement en raison de la scission des activités dans le secteur du porc au quatrième trimestre de 2025, en partie compensée par la hausse des gains sur la cession d'actifs au cours de l'exercice précédent.

Le bénéfice lié aux activités poursuivies du deuxième trimestre de 2026 s'est élevé à 40,8 millions de dollars (bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies de 0,33 \$) comparativement à 39,0 millions de dollars (bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies de 0,31 \$) à l'exercice précédent. Le bénéfice lié aux activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice avant impôt, en plus de l'augmentation de la charge fiscale en raison de l'augmentation du résultat avant impôts sur le résultat.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice lié aux activités poursuivies s'est élevé à 86,9 millions de dollars (résultat de base par action lié aux activités poursuivies de 0,70 \$) comparativement à 55,0 millions de dollars (résultat de base par action liée aux activités poursuivies de 0,44 \$) l'an dernier. Le bénéfice lié aux activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice avant impôt, en plus de l'augmentation de la charge fiscale en raison de l'augmentation du résultat avant impôts sur le résultat.

Pour le deuxième trimestre de 2026, le bénéfice était de 40,8 millions de dollars (bénéfice par action de base de 0,33 \$) par rapport à 57,8 millions de dollars (bénéfice par action de base de 0,47 \$) à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux bénéfices non perçus des activités cédées du secteur du porc, compensée par la hausse du bénéfice tiré des activités poursuivies, en raison des facteurs mentionnés ci-dessus.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice s'est chiffré à 86,9 millions de dollars (bénéfice de 0,70 \$ par action de base), comparativement à 107,3 millions de dollars (bénéfice de 0,87 \$ par action de base) à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux bénéfices non perçus des activités cédées du secteur du porc, compensée par la hausse du bénéfice tiré des activités poursuivies, en raison des facteurs mentionnés ci-dessus.

Le résultat d'exploitation ajusté⁽ⁱⁱ⁾ pour le deuxième trimestre de 2026 s'est établi à 93,1 millions de dollars, comparativement à 83,6 millions de dollars au dernier exercice. En ce qui concerne le résultat de base ajusté par action, il s'est fixé à 0,44 \$ pour le deuxième trimestre de 2026, par rapport à 0,33 \$ à l'exercice précédent. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises.

En cumul annuel, le résultat d'exploitation ajusté⁽ⁱⁱ⁾ de 2026 s'est établi à 169,0 millions de dollars par rapport à 140,7 millions de dollars l'an dernier, et le résultat de base ajusté par action était de 0,78 \$ par rapport à 0,54 \$ l'an dernier. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises.

Le BAIIA ajusté⁽ⁱⁱⁱ⁾ pour le deuxième trimestre de 2026 était de 137,1 millions de dollars, comparativement à 130,8 millions de dollars l'an dernier, en raison des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises. La marge du BAIIA ajusté était de 13,4 %, comparativement à 13,0 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

En cumul annuel pour 2026, le BAAIA ajusté⁽ⁱⁱⁱ⁾ s'est établi à 259,4 millions de dollars, comparativement à 246,6 millions de dollars l'an dernier. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises, attribuable en grande partie à la hausse des gains sur la cession d'actifs au cours de l'exercice précédent. La marge du BAIIA ajusté était de 13,1 %, comparativement à 12,9 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

Au deuxième trimestre de 2026, le bénéfice avant impôts ajusté⁽ⁱⁱⁱ⁾ s'est établi à 74,3 millions de dollars, par rapport à 57,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le BAIIA ajusté et lié à la baisse des frais d'intérêts.

En cumul annuel pour 2026, le bénéfice avant impôts ajusté⁽ⁱⁱⁱ⁾ s'est établi à 134,4 millions de dollars, par rapport à 95,1 millions de dollars lors de l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le BAIIA ajusté et lié à la baisse des frais d'intérêts.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du deuxième trimestre de 2026 se sont élevés à 4,7 millions de dollars, comparativement à 239,6 millions de dollars à l'exercice précédent. Pour en savoir plus sur les variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, consultez la rubrique 7 – Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

En cumul annuel pour 2026, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont élevés à 59,4 millions de dollars, comparativement à 249,5 millions de dollars l'an dernier. Pour en savoir plus sur les variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, consultez la rubrique 7 – Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

Les flux de trésorerie disponibles⁽ⁱⁱⁱ⁾ pour le deuxième trimestre de 2026 se sont chiffrés à 18,9 millions de dollars, comparativement à une rentrée de fonds de 216,0 millions de dollars à l'exercice précédent. En excluant l'incidence des activités abandonnées, qui avaient contribué à des entrées de fonds de 57,7 millions de dollars au cours de l'exercice précédent, les flux de trésorerie disponibles ont diminué principalement en raison du moment de l'investissement dans le fonds de roulement, de paiements d'impôts sur le résultat plus élevés et de dépenses en immobilisations d'entretien, diminution partiellement compensée par une diminution des paiements d'intérêts.

En cumul annuel pour 2026, les flux de trésorerie disponibles⁽ⁱⁱⁱ⁾ se sont traduits par une rentrée de fonds de 17,7 millions de dollars, comparativement à une rentrée de fonds de 202,4 millions de dollars à l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des activités abandonnées, qui avaient généré des entrées de fonds de 97,1 millions de dollars au cours de l'exercice précédent, les flux de trésorerie disponibles ont diminué en grande partie en raison du moment de l'investissement dans le fonds de roulement par rapport à l'exercice précédent et de paiements d'impôts sur le résultat plus élevés, diminution partiellement compensée par l'augmentation des bénéfices nets des éléments hors trésorerie et de la baisse des paiements d'intérêts.

Au 30 juin 2026, la dette nette⁽ⁱⁱⁱ⁾ était de 1 069,7 millions de dollars, soit une diminution de 274,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois a augmenté de 0,1 fois. Pour en savoir plus sur les variations de la dette nette, consultez la rubrique 7 – Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

⁽ⁱ⁾ La marge brute représente le profit brut divisé par les ventes.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la section intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour obtenir la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

Autres considérations

Le 11 août 2026, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action, soit 0,84 \$ par action sur une base annuelle, payable le 29 septembre 2026, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 septembre 2026. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, le dividende sera considéré comme admissible au crédit d'impôt pour dividendes amélioré. Le régime de réinvestissement de dividendes de la société permet aux actionnaires admissibles de demander que leurs dividendes en espèces soient réinvestis dans des actions ordinaires supplémentaires de la société. Pour les actionnaires qui souhaitent réinvestir leurs dividendes dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes, Les Aliments Maple Leaf a l'intention d'émettre des actions ordinaires en capital à un prix égal à 100 % du prix de clôture moyen pondéré des actions pour les cinq jours de bourse précédant la date de paiement du dividende. De plus amples renseignements, sur le régime de réinvestissement de dividendes, notamment sur la façon de s'inscrire au programme, sont disponibles à l'adresse <https://www.mapleleaffoods.com>.

Conférence téléphonique

Une conférence téléphonique aura lieu à 8 (HE), le 12 août 2026, afin de passer en revue les résultats financiers du deuxième trimestre de Les Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 416 945-7677 ou le 1 888 699-1199. Les personnes qui ne peuvent participer à la conférence pourront écouter un enregistrement qui sera disponible une heure après l'événement au 289 819-1450 ou au 1 888 660-6345 (code d'accès : 19274 #).

Une webdiffusion de la conférence téléphonique du deuxième trimestre sera également disponible à :

<https://app.webinar.net/koJ2dr9Dbjg>.

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers consolidés condensés non audités (« états financiers intermédiaires consolidés ») et du rapport de gestion connexe de la société sur son site Web et sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers du deuxième trimestre de la société peut être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com/investors.

Mesures financières non conformes aux IFRS

La société a recours aux mesures et ratios non conformes aux IFRS suivants : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat ajusté et le résultat de base ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice avant impôts ajusté, les capitaux de construction, la dette nette, le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois et les flux de trésorerie disponibles. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté et bénéfice avant impôts ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté sont des mesures et ratios non conformes aux IFRS utilisés par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Le résultat d'exploitation ajusté est défini comme le résultat avant les autres produits, les frais d'intérêts et l'impôt ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le BAIIA ajusté est défini comme le résultat d'exploitation ajusté, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et des éléments inclus dans les autres charges qui sont tenus pour représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. La société utilise le bénéfice avant impôts ajusté chaque année pour évaluer son rendement et il sert au calcul des primes dans le cadre de son régime de primes de rendement à court terme. Il s'agit du BAIIA ajusté plus les revenus d'intérêt, moins l'amortissement et la charge d'intérêts, et d'autres coûts de financement.

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat avant impôts sur le résultat comme constaté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés intermédiaires avec le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice après impôts ajusté pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2026, comme il est indiqué ci-dessous. La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins.

	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
(En millions de dollars) ⁽ⁱ⁾ (non audité)	2026	2025 ⁽ⁱⁱ⁾	2026	2025 ⁽ⁱⁱ⁾
Résultat avant impôts sur le résultat	58,0 \$	54,1 \$	122,0 \$	78,4 \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	17,3	25,1	33,5	53,6
Autres charges (produits)	4,1	5,9	5,5	2,7
Frais de restructuration et autres frais connexes	1,1	2,7	2,1	4,2
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	7,4	—	3,2	—
Résultat d'exploitation	87,7 \$	87,8 \$	166,2 \$	138,9 \$
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱⁱ⁾	—	0,8	—	2,2
Diminution (augmentation) des contrats de dérivés	5,4	(5,0)	2,8	(0,4)
Résultat d'exploitation ajusté	93,1 \$	83,6 \$	169,0 \$	140,7 \$
Amortissement ^(iv)	46,4	49,2	93,2	99,3
Éléments inclus dans les autres produits (charges) qui sont tenus pour représentatifs des activités courantes ^(v)	(2,4)	(2,0)	(2,7)	6,7
BAIIA ajusté	137,1 \$	130,8 \$	259,4 \$	246,6 \$
Marge du BAIIA ajusté	13,4 %	13,0 %	13,1 %	12,9 %
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	(17,3)	(25,1)	(33,5)	(53,6)
Revenus d'intérêts	0,9	0,6	1,6	1,3
Amortissement	(46,4)	(49,2)	(93,2)	(99,3)
Bénéfice avant impôts ajusté	74,3 \$	57,2 \$	134,4 \$	95,1 \$

⁽ⁱ⁾ Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

⁽ⁱⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double, y compris la charge d'amortissement, et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production.

^(iv) La charge d'amortissement incluse dans les coûts de démarrage et de restructuration et les autres coûts connexes est exclue de ce poste.

^(v) Comprend principalement certains coûts liés aux projets durables, les gains et les pertes sur la dépréciation et la vente d'actifs à long terme et le recouvrement des coûts des services d'information, et d'autres charges diverses.

Résultat ajusté et résultat de base ajusté par action

Le résultat ajusté et le résultat de base ajusté par action, mesures non conformes aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Ces mesures sont définies comme le bénéfice et le bénéfice par action de base ajustés de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté en plus des éléments des autres produits qui sont représentatifs des activités courantes, tous assujettis à l'impôt. Le tableau suivant montre un rapprochement entre le bénéfice et le bénéfice par action de base présenté aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés et le résultat ajusté et le résultat ajusté par action pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2026, comme il est indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers, étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

(non audité) ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	Trimestre clos le 30 juin 2026		Trimestre clos le 30 juin 2025	
	en milliers de	par action	en milliers de	par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	40 791 \$	0,33 \$	38 994 \$	0,31 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	800	0,01	2 052	0,02
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ^(iv)	1 940	0,02	3 404	0,03
Coûts de démarrage des capitaux de construction ^(v)	—	—	624	0,01
Variation de la juste valeur latente sur les contrats de dérivés	3 994	0,03	(3 723)	(0,03)
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	6 365	0,05	—	—
Bénéfice ajusté	53 890 \$	0,44 \$	41 351 \$	0,33 \$

(non audité) ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	Semestre clos le 30 juin 2026		Semestre clos le 30 juin 2025	
	en milliers de	par action	en milliers de	par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	86 866 \$	0,70 \$	55 019 \$	0,44 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	1 546	0,01	3 171	0,03
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités	3 303	0,03	7 912	0,06
Coûts de démarrage des capitaux de construction ^(v)	—	—	1 628	0,01
Variation de la juste valeur latente sur les contrats de dérivés	2 073	0,02	(299)	—
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	2 175	0,02	—	—
Bénéfice ajusté	95 963 \$	0,78 \$	67 431 \$	0,54 \$

⁽ⁱ⁾ Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

⁽ⁱⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Comprend l'incidence des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.

^(iv) Comprend principalement les coûts d'inoccupation liés aux immeubles de placement, les coûts de la transaction de scission et les coûts associés à l'initiative Alimentons la croissance, après impôt.

^(v) Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production, après impôts.

Dette nette

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette et du coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois avec les montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés de la société au 30 juin, comme il est indiqué ci-après. La société établit la dette nette en prenant en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et en déduisant la dette actuelle et à long terme et la dette bancaire, et établit le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois comme la valeur absolue de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

(en milliers de dollars) (non audité)	Au 30 juin	
	2026	2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167 855 \$	236 045 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(1 603) \$	(351 673) \$
Dette à long terme	(1 235 919)	(1 228 599)
Total de la dette	(1 237 522) \$	(1 580 272) \$
Dette nette	(1 069 667) \$	(1 344 227) \$
BAIIA ajusté des douze derniers mois⁽ⁱ⁾	488 519 \$	643 865 \$
Dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois	2,2	2,1

⁽ⁱ⁾ Pour 2026, les douze derniers mois comprennent le deuxième trimestre de 2026, le premier trimestre de 2026, le quatrième trimestre de 2025 et le troisième trimestre de 2025, à l'exclusion des activités abandonnées dans le secteur du porc. 2025 comprend le deuxième trimestre de 2025, le premier trimestre de 2025, le quatrième trimestre de 2024 et le troisième trimestre de 2024 et est présentée comme indiqué initialement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer la trésorerie après investissement dans l'entretien de la base d'actifs de la société. Ils correspondent aux flux de trésorerie d'exploitation, moins l'investissement dans l'entretien⁽ⁱ⁾ et les intérêts connexes payés et capitalisés. Le tableau suivant calcule les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées ci-dessous :

(en milliers de dollars) (non audité)	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 707 \$	239 587 \$	59 399 \$	249 470 \$
Capital nécessaire à l'entretien ⁽ⁱ⁾	(23 120)	(23 276)	(40 780)	(46 516)
Intérêts payés et capitalisés liés au capital nécessaire à l'entretien	(465)	(285)	(873)	(555)
Flux de trésorerie disponibles	(18 878) \$	216 026 \$	17 746 \$	202 399 \$

⁽ⁱ⁾ L'investissement dans l'entretien est défini comme un investissement non discrétionnaire nécessaire pour maintenir les activités actuelles de la société et sa position concurrentielle. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2026, les dépenses en immobilisations totales de 22,8 millions de dollars et de 43,6 millions de dollars (24,4 millions de dollars et 49,3 millions de dollars en 2025) constatées dans les états consolidés des flux de trésorerie se composent de l'investissement dans l'entretien de 23,1 millions de dollars et de 40,8 millions de dollars (23,3 millions de dollars et 46,5 millions de dollars en 2025), et Capital de croissance a généré une entrée nette de 0,3 million de dollars en raison des incitatifs gouvernementaux enregistrés au deuxième trimestre et une sortie nette de 2,8 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (2025 : sorties nettes de 1,1 million de dollars et 2,8 millions de dollars). Le capital de croissance est défini comme les investissements discrétionnaires destinés à créer de la valeur pour les intervenants au moyen d'initiatives qui, par exemple, augmentent les marges, accroissent les capacités ou créent un avantage concurrentiel supplémentaire.

Énoncés prospectifs

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur les attentes actuelles, les estimations, les projections, les croyances, les jugements et les hypothèses fondés sur l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif a été formulé et fait à la lumière de l'expérience de la société et de sa perception des tendances historiques. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs et les buts de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, cibles, buts, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. Les énoncés prospectifs

se reconnaissent souvent, mais pas toujours, à l'emploi d'expressions comme « anticiper », « poursuivre », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « entreprendre », « voir », « indiquer », « maintenir », « explorer », « entraîner », « échéancier », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « proposer », « but », ou des variations positives ou négatives de ces expressions, et des expressions similaires suggérant des événements futurs ou des performances futures. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

De par leur nature, ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou faits réels divergent substantiellement de ceux qui avaient été prévus. La société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais que rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes.

L'information prospective spécifique contenue dans le présent document peut comprendre, sans s'y limiter, des énoncés concernant ce qui suit :

- le rendement opérationnel et financier prévu des activités de la Société dans le secteur de la volaille et des aliments préparés à la suite de la scission de ses activités dans le secteur du porc (la « scission »), y compris la structure des entreprises après la séparation, les processus et la dynamique des activités après la séparation; la mise en œuvre des accords relatifs à la transaction entre la Société et Canada Packers Inc. (« Canada Packers »);
- l'importance de la dépendance à l'égard de Canada Packers en tant que principal fournisseur de porc pour ses activités du secteur des aliments préparés;
- la capacité de la société à réaliser les avantages et les gains d'efficacité prévus de la scission;
- la capacité de la société à gérer une concentration commerciale accrue et une diversification réduite;
- le calendrier et l'incidence des initiatives de restructuration opérationnelle et de réduction des coûts;
- la capacité de la société à adopter une approche de répartition du capital stratégique et rigoureuse tout en favorisant une croissance moyenne à un chiffre des revenus, et l'expansion continue de la marge du BAIIA ajusté;
- les perspectives de l'exercice 2026 de la société, y compris les perspectives prévues concernant les ventes, le BAIIA ajusté, le bilan, la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois, ses investissements en immobilisations et la croissance des dividendes, ainsi que les facteurs qui en découlent;
- les objectifs financiers de la société pour 2030, y compris ses perspectives en matière de revenus, le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie disponibles, le bilan de la société et les rendements pour les actionnaires;
- le rendement futur, y compris les objectifs financiers futurs, les buts et les cibles, l'analyse de la croissance des catégories, les dépenses en immobilisations prévues et les dépenses prévues en matière de frais de vente et charges générales et administratives, les marchés du travail, les pressions inflationnistes (y compris la capacité de la société à établir un prix en fonction de l'inflation);
- l'exécution de la stratégie commerciale de la société, y compris le développement et le calendrier prévu des initiatives commerciales, l'expansion et le repositionnement de la marque, l'innovation, le rendement de la catégorie, les décisions d'affectation des capitaux (y compris l'investissement dans des rachats d'actions en vertu de l'OPRCNA ou d'autres remboursements de capital) et l'investissement dans des occasions de croissance et les rendements attendus qui y sont associés;
- les conditions concurrentielles et la capacité de la société de se positionner de façon concurrentielle sur les marchés où elle est en concurrence;
- les projets d'immobilisations potentiels, y compris la planification, la construction, les dépenses estimatives, les échéanciers, les approbations et les avantages prévus;
- la politique de dividendes de la société, y compris les niveaux futurs et la viabilité des dividendes en espèces, le traitement fiscal de ces derniers et les dates futures de versement des dividendes.

Divers facteurs ou hypothèses sont habituellement appliqués par la société pour tirer des conclusions ou pour établir les prévisions, les projections, les prédictions ou les estimations formulées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur les renseignements dont dispose actuellement la société, y compris les renseignements obtenus de sources tierces, et comprennent, sans s'y limiter :

- les avantages et les incidences de la scission, y compris les risques, les coûts, les dissynergies et les conséquences fiscales prévues;

- les attentes, les hypothèses et la conformité des Aliments Maple Leaf, de Canada Packers et des « actionnaires déterminés », tels que définis dans la Loi de l'impôt sur le revenu (« LIR »), aux règles relatives aux transactions papillon en vertu de la LIR avant la scission et après sa conclusion;
- la capacité de Canada Packers à répondre aux besoins en porc de la société pour ses activités du secteur des aliments préparés, y compris du porc qui répond aux exigences et aux revendications de la société en matière de développement durable;
- les attentes concernant les adaptations des opérations, de la chaîne d'approvisionnement, du comportement des clients et des consommateurs, des tendances économiques, les taux de change, les tarifs douaniers et d'autres dynamiques du commerce international; l'accès aux capitaux et les changements structurels éventuels dans les tendances économiques mondiales;
- l'environnement concurrentiel, les conditions connexes du marché (y compris les droits de douane) et les mesures de la part de marché, la croissance ou la contraction d'une catégorie, le comportement attendu des concurrents et des clients et les tendances des préférences des consommateurs;
- le succès de la stratégie commerciale de la société et la relation entre l'établissement des prix, l'inflation, le volume et les ventes des produits de la société;
- les répercussions des tarifs douaniers, des taux d'intérêt, des taux d'imposition et des taux de change sur les prix courants des produits de base;
- la dynamique sociopolitique et la capacité de la société à accéder aux marchés et aux ingrédients sources et autres intrants à la lumière des perturbations sociopolitiques mondiales, ainsi que l'incidence des conflits mondiaux sur l'inflation, le commerce et les marchés;
- l'ampleur des éclosions potentielles ou de la propagation des maladies animales et ses implications pour tous les marchés des produits protéinés;
- la disponibilité et l'accès aux capitaux pour financer les besoins futurs en immobilisations et les activités courantes;
- les attentes concernant la participation aux régimes de retraite de la société et leur financement;
- la disponibilité d'une couverture d'assurance pour gérer certaines expositions au risque de responsabilité;
- l'étendue des passifs et des recouvrements futurs liés aux revendications juridiques;
- les lois réglementaires, fiscales et environnementales en vigueur;
- les coûts d'exploitation et le rendement futurs, y compris la capacité de la société de réaliser des économies d'exploitation et de maintenir des volumes de ventes élevés, un roulement élevé des stocks et un roulement élevé des comptes débiteurs.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats exprimés, implicites ou projetés dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres, les risques associés aux éléments suivants :

- la transaction de scission qui ne génère pas les avantages stratégiques et financiers prévus à long terme pour la société, ainsi que la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non et le moment où ces avantages seront réalisés, y compris les répercussions sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la société;
- l'exposition continue aux risques associés aux activités dans le secteur du porc et l'incapacité de Canada Packers à fournir à la société un volume suffisant de porc pour soutenir ses activités du secteur des viandes préparées, en particulier du porc qui répond à ses exigences en matière de développement durable et ses revendications concernant ses produits;
- le non-respect par la société, Canada Packers ou un « actionnaire déterminé », tel que défini dans la Loi de l'impôt sur le revenu, des règles relatives aux transactions papillon en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, ce qui pourrait faire en sorte qu'un impôt important soit exigible pour la société;
- les changements structurels possibles dans les marchés mondiaux et les conditions économiques qui pourraient avoir des répercussions sur l'exploitation et le rendement financier de la société, ainsi que les répercussions permanentes sur les tendances macroéconomiques, l'instabilité commerciale et les tensions mondiales;
- les tendances macroéconomiques, y compris l'inflation, le comportement des consommateurs, les indicateurs de récession, la disponibilité de la main-d'œuvre, la dynamique du marché du travail et les tendances du commerce international, y compris les tarifs et droits de douane et les marchés mondiaux du porc;

- l'évolution du commerce international et l'accès aux marchés et aux approvisionnements, ainsi que les dynamiques sociales, politiques et économiques, y compris les conflits à l'échelle mondiale;
- la concurrence, les conditions du marché et les activités des concurrents et de la clientèle, y compris l'expansion ou la contraction de catégories clés, les pressions inflationnistes et la capacité de la société à négocier un prix avantageux et à suivre l'évolution des tendances du marché;
- le prix des produits;
- la cybersécurité, la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information, des politiques, des processus et des données de la société, la récupération, le rétablissement et les répercussions à long terme de tout événement de cybersécurité, le risque d'événements de cybersécurité futurs, les actions de tiers, les risques de violation des données, l'efficacité du plan de continuité des activités et de son exécution, et la disponibilité de l'assurance;
- l'instabilité géopolitique;
- l'incapacité de la société à adapter ses activités avec succès et efficacement pour tenir compte de la production consolidée;
- les résultats de l'exécution des plans d'affaires de la société, la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non, et le moment où ces avantages sont réalisés, y compris les répercussions sur les flux de trésorerie;
- la santé du bétail, y compris l'incidence de pandémies potentielles;
- la gestion réussie de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- les économies et les gains d'efficacité;
- le rendement d'exploitation, y compris les niveaux d'exploitation de fabrication, les taux d'exécution des commandes et les pénalités;
- la disponibilité et la qualité des ingrédients, y compris les ingrédients de protéines végétales;
- la disponibilité et l'accès au capital, et la conformité aux clauses restrictives des facilités de crédit;
- les fluctuations des marchés de la dette et des actions;
- la salubrité des aliments, la responsabilité des consommateurs et les rappels de produits;
- la réputation et l'opinion publique;
- la propriété intellectuelle, y compris l'innovation de produits, le développement de produits, la stratégie de la marque et la protection des marques de commerce;
- l'exécution de projets d'immobilisations et les investissements dans l'entretien;
- le changement climatique, la réglementation sur le climat et le rendement de la société en matière de développement durable;
- la gestion stratégique des risques;
- la décision à l'égard de tout remboursement de capital aux actionnaires;
- la volatilité du cours des actions;
- les acquisitions et les cessions;
- les actifs et passifs des régimes de retraite;
- l'efficacité des stratégies de couverture des produits de base et des taux d'intérêt;
- l'incidence des variations de la valeur de marché des instruments de couverture;
- le système de gestion de l'approvisionnement pour la volaille au Canada;
- les réclamations juridiques réelles et envisagées;
- le recours à des fabricants à façon;
- la conformité à la réglementation gouvernementale et l'adaptation aux changements législatifs;
- les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change;
- l'incidence des tendances et des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d'achat;

- les règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- la consolidation du commerce de détail;
- la consolidation des opérations et l'accent mis sur les protéines;
- le caractère saisonnier et les changements apportés aux activités promotionnelles;
- les événements catastrophiques imprévisibles;
- les conditions météorologiques;
- les questions d'emploi, y compris le respect des lois en vigueur dans le cadre du droit du travail dans de nombreux territoires de compétence, les risques liés à d'éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de conventions collectives, au recrutement et au maintien en poste de personnel qualifié et au fait de se fier au personnel clé et à la planification de la relève;
- la santé et sécurité au travail;
- l'incidence des modifications apportées aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») et à d'autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation.

Les lecteurs sont également prévenus que certains des renseignements prospectifs, tels que les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures, les attentes relatives à la croissance des revenus, les attentes relatives au BAIIA ajusté, l'augmentation de la marge du BAIIA ajusté la répartition du capital allocation, les attentes relatives aux flux de trésorerie disponibles, les attentes concernant le bilan de la société et les rendements pour les actionnaires ainsi que les ratios de levier prévus; et la capacité de la société à atteindre ses objectifs financiers ou à concrétiser ses prévisions peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins de la législation sur les valeurs mobilières applicable. La société présente ses perspectives financières pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les lecteurs ne doivent pas présumer que les perspectives financières de la société seront réalisées.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement, les réalisations ou les événements ou développements futurs de la société diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus par les énoncés prospectifs aux présentes, y compris, sans s'y limiter, les facteurs qui se trouvent dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. D'autres renseignements concernant la société, y compris la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont accessibles dans le profil de la société dans SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

La société tient à avertir le lecteur que la liste de facteurs de risque et d'incertitude qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses résultats. La société exerce ses activités dans un environnement hautement concurrentiel et en évolution rapide où de nouveaux risques émergent souvent. Il n'est pas possible pour la direction de prévoir tous les risques ni d'évaluer l'incidence de tous les facteurs de risque sur les activités de la société ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs peut faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés aux présentes. Il y a lieu d'examiner attentivement les risques, incertitudes et hypothèses lors de l'évaluation des informations prospectives et de ne pas se fier indûment à ces déclarations. Les renseignements prospectifs contenus dans le présent document représentent les attentes de la direction à la date du présent document (ou à la date indiquée de leur formulation) et, par conséquent, peuvent être modifiés après cette date. Aliments Maple Leafs décline toute intention ou responsabilité de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, orale ou écrite, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins que les lois applicables l'exigent.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf (TSX : MFI) est une entreprise spécialisée dans les produits de consommation emballés qui est portée par une mission et axée sur les protéines, dont le siège social se trouve à Mississauga, Ontario. Elle produit fièrement des aliments délicieux et fabriqués de manière responsable sous des marques phares telles que Maple Leaf®, Prime de Maple Leaf®, Natural Selections® Maple Leaf, Maple Leaf Mighty Protein™, Musafir™, Schneiders®, Mina®, Halal, Greenfield Natural Meat Co.®, LightLife® et Field Roast™. S'étant engagée à rehausser le mérite des aliments et à offrir aux clients des produits protéinés avec détermination, les Aliments Maple Leaf offre une valeur partagée à tous ses intervenants en montrant l'exemple en matière de sécurité, de salubrité et de durabilité, en élaborant des marques aimées, en exploitant avec excellence, en mettant en valeur des talents prodigieux et en élargissant son rayonnement au moyen d'innovation et de portée géographique.

Bilans intermédiaires consolidés

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Au 30 juin 2026	Au 30 juin 2025	Au 31 déc. 2025
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167 855 \$	236 045 \$	143 409 \$
Comptes débiteurs	123 442	175 559	139 075
Billets à recevoir	105 297	45 510	62 116
Stocks	528 331	602 370	472 296
Actifs biologiques	11 955	175 550	10 921
Impôt sur le résultat et autres impôts à recouvrer	2 160	2 474	2 604
Charges payées d'avance et autres actifs	35 756	39 155	24 386
Total des actifs courants	974 796 \$	1 276 663 \$	854 807 \$
Immobilisations corporelles	1 680 107	2 058 069	1 716 370
Actifs au titre du droit d'utilisation	65 598	149 272	71 182
Placements	117 181	12 500	121 830
Immeubles de placement	55 196	63 488	55 656
Avantages du personnel	67 100	15 500	50 576
Autres actifs à long terme	7 515	23 624	8 132
Actif d'impôt différé	37 736	45 808	36 117
Goodwill	387 353	477 353	387 353
Immobilisations incorporelles	236 986	325 055	239 907
Total des actifs à long terme	2 654 772 \$	3 170 669 \$	2 687 123 \$
Total de l'actif	3 629 568 \$	4 447 332 \$	3 541 930 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Créditeurs et charges à payer	498 792 \$	628 257 \$	514 585 \$
Partie courante des provisions	6 628	9 182	10 364
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un	1 603	351 673	2 096
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de	17 420	39 710	18 457
Impôt sur le résultat exigible	80 179	51 955	92 314
Autres passifs courants	20 788	29 342	23 526
Total des passifs courants	625 410 \$	1 110 119 \$	661 342 \$
Dette à long terme	1 235 919	1 228 599	1 136 493
Obligations au titre de contrats de location	70 271	136 631	75 464
Avantages du personnel	56 106	61 837	56 106
Provisions	1 966	3 122	2 719
Autres passifs à long terme	2 896	4 961	4 589
Passif d'impôt différé	277 412	313 939	284 223
Total des passifs à long terme	1 644 570 \$	1 749 089 \$	1 559 594 \$
Total du passif	2 269 980 \$	2 859 208 \$	2 220 936 \$
Capitaux propres			
Capital social	945 604 \$	904 226 \$	930 411 \$
Bénéfices non distribués	375 300	631 839	343 108
Surplus d'apport	—	14 049	11 950
Cumul des autres éléments du résultat global	42 684	38 642	40 964
Actions de trésorerie	(4 000)	(632)	(5 439)
Total des capitaux propres	1 359 588 \$	1 588 124 \$	1 320 994 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 629 568 \$	4 447 332 \$	3 541 930 \$

États consolidés intermédiaires du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions)
(non audité)

	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2026	2025 ⁽ⁱ⁾	2026	2025 ⁽ⁱ⁾
Ventes	1 020 145 \$	1 004 245 \$	1 982 995 \$	1 910 909 \$
Coût des marchandises vendues	827 940	816 803	1 610 415	1 569 325
Profit brut	192 205 \$	187 442 \$	372 580 \$	341 584 \$
Frais de vente et charges générales et administratives	104 472	99 637	206 364	202 707
Bénéfice avant ce qui suit :	87 733 \$	87 805 \$	166 216 \$	138 877 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes	1 071	2 705	2 072	4 208
Autres charges	4 058	5 909	5 511	2 653
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	7 365	—	3 175	—
Bénéfice avant intérêts et impôt sur le résultat	75 239 \$	79 191 \$	155 458 \$	132 016 \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	17 267	25 109	33 464	53 587
Résultat avant impôts sur le résultat	57 972 \$	54 082 \$	121 994 \$	78 429 \$
Charge d'impôt sur le résultat	17 181	15 088	35 128	23 410
Bénéfice tiré des activités poursuivies	40 791 \$	38 994 \$	86 866 \$	55 019 \$
Bénéfice lié aux activités abandonnées	—	18 784	—	52 322
Bénéfice	40 791 \$	57 778 \$	86 866 \$	107 341 \$
Bénéfice par action attribuable aux actionnaires ordinaires :				
Bénéfice de base par action	0,33 \$	0,47 \$	0,70 \$	0,87 \$
Bénéfice dilué par action	0,32 \$	0,46 \$	0,68 \$	0,86 \$
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	0,33 \$	0,31 \$	0,70 \$	0,44 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	0,32 \$	0,31 \$	0,68 \$	0,44 \$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)				
De base	124,4	123,9	124,4	123,8
Dilué	127,8	125,6	127,7	125,3

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

États intermédiaires consolidés des autres éléments du résultat global

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2026	2025 ⁽ⁱ⁾	2026	2025 ⁽ⁱ⁾
Bénéfice	40 791 \$	57 778 \$	86 866 \$	107 341 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)				
Gains actuariels qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (après impôt de 2,8 millions de dollars et 4,6 millions de dollars; 2,5 millions de dollars et 1,1 million de dollars en 2025)	8 370 \$	(7 453) \$	13 668 \$	(3 319) \$
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (déduction faite de l'impôt de 0,2 million de dollars et de 0,3 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	596	—	862	—
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net	8 966 \$	(7 453) \$	14 530 \$	(3 319) \$
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Variation de l'écart de conversion cumulé (après impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	5 617	(20 363)	9 524	(20 926)
Variation du change sur la dette à long terme désigné comme couverture d'investissement net (après impôt de 0,7 million de dollars et 1,3 million de dollars; 2,8 millions de dollars et 2,8 millions de dollars en 2025)	(3 908)	15 230	(7 537)	15 343
Variation des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 0,3 million de dollars et 0,1 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	(971)	(474)	364	(1 397)
Part des autres éléments du résultat global (perte) des entreprises associées (déduction faite de l'impôt de 0,1 million de dollars et de 0,1 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2025)	(256)	—	(324)	—
Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	482 \$	(5 607) \$	2 027 \$	(6 980) \$
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	9 448 \$	(13 060) \$	16 557 \$	(10 299) \$
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées ⁽ⁱ⁾ (après impôt de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars; 0,2 million de dollars et 0,4 million de dollars en 2025)	—	423	—	1 628
Total des autres éléments du résultat global	9 448 \$	(12 637) \$	16 557 \$	(8 671) \$
Résultat global	50 239 \$	45 141 \$	103 423 \$	98 670 \$

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

États intermédiaires consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Cumul des autres éléments du résultat global								Total des capitaux propres
	Capital social	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱ⁾	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	
Solde au 31 décembre 2025	930 411 \$	343 108	11 950	11 515	(1 149)	(10 012)	40 610	(5 439)	1 320 994 \$
Bénéfice	—	86 866	—	—	—	—	—	—	86 866
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	14 530	—	1 970	57	—	—	—	16 557
Dividendes déclarés (0,42 \$ par action)	4 421	(52 617)	309	—	—	—	—	—	(47 887)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	11 211	—	—	—	—	—	11 211
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	3 525	—	—	—	—	—	3 525
Exercice d'options sur actions	17 015	(2 297)	—	—	—	—	—	—	14 718
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions temporairement incessibles	—	—	—	—	—	—	—	(8 336)	(8 336)
Vente d'actifs immobiliers	—	307	—	—	—	—	(307)	—	—
Actions rachetées	(6 243)	(11 291)	(7 472)	—	—	—	—	—	(25 006)
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	(3 306)	(19 523)	—	—	—	—	9 775	(13 054)
Solde au 30 juin 2026	945 604 \$	375 300	—	13 485	(1 092)	(10 012)	40 303	(4 000)	1 359 588 \$

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Cumul des autres éléments du résultat global								Total des capitaux propres
	Capital social	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱ⁾	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	
Solde au 31 décembre 2024	897 839 \$	587 393	12 482	14 545	(1 257)	(6 641)	37 347	(3 431)	1 538 277 \$
Bénéfice	—	107 341	—	—	—	—	—	—	107 341
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	(3 319)	—	(5 022)	(330)	—	—	—	(8 671)
Dividendes déclarés (0,48 \$ par action)	5 695	(59 576)	—	—	—	—	—	—	(53 881)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	12 406	—	—	—	—	—	12 406
Impôt différé sur la rémunération fondée sur Exercice d'options sur actions	—	—	3 175	—	—	—	—	—	3 175
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions temporairement incessibles	692	—	—	—	—	—	—	—	692
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	—	(14 014)	—	—	—	—	(4 094)	(4 094)
Solde au 30 juin 2025	904 226 \$	631 839	14 049	9 523	(1 587)	(6 641)	37 347	(632)	1 588 124 \$

⁽ⁱ⁾ Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.

⁽ⁱⁱ⁾ La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.

États intermédiaires consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice	40 791 \$	57 778 \$	86 866 \$	107 341 \$
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :				
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	—	8 087	—	(8 324)
Amortissement	46 354	62 103	93 160	125 757
Rémunération fondée sur des actions	5 846	6 629	11 211	12 406
Charge d'impôt différé (recouvrement)	(3 831)	(8 237)	(6 950)	(11 954)
Charge d'impôt	21 012	31 482	42 078	56 221
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	17 267	26 234	33 464	55 880
Perte (profit) sur la vente d'actifs à long terme	1 662	—	1 774	(10 609)
Dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs au titre du droit d'utilisation	1 204	1 291	1 388	2 157
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	1 351	(744)	(6 203)	378
Quote-part de la perte (bénéfice) d'une entreprise associée	7 365	—	3 175	—
Variation du passif au titre des régimes de retraite	781	1 233	1 744	1 952
Impôt sur le résultat payé, montant net	(53 458)	(229)	(53 458)	(1 594)
Intérêts payés, après les intérêts capitalisés	(16 458)	(26 127)	(32 020)	(54 700)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	(1 473)	(1 788)	(4 463)	(6 051)
Variation de la marge des dérivés	(5 370)	3 650	(5 594)	2 039
Autre	4 647	(23 549)	8 714	(18 404)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(62 983)	101 774	(115 487)	(3 025)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 707 \$	239 587 \$	59 399 \$	249 470 \$
Activités d'investissement				
Entrées d'actifs à long terme	(22 785) \$	(24 433) \$	(43 635) \$	(49 285) \$
Intérêts payés et capitalisés	(497)	(303)	(941)	(583)
Produit de la vente d'actifs à long terme	97	1 750	517	14 754
Dividendes de l'entreprise associée	1 094	—	2 188	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(22 091) \$	(22 986) \$	(41 871) \$	(35 114) \$
Activités de financement				
Dividendes versés	(24 089) \$	(27 150) \$	(47 887) \$	(53 881) \$
Augmentation (diminution) nette de la dette à long terme	82 155	(60 265)	80 341	(80 047)
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(3 787)	(8 091)	(7 440)	(16 183)
Réception d'un incitatif à la location	1 326	—	1 326	—
Exercice d'options sur actions	9 386	534	14 718	534
Achat d'actions propres	—	(4 094)	(8 336)	(4 094)
Rachat d'actions	(15 004)	—	(25 006)	—
Paiement des coûts de financement	(798)	(541)	(798)	(548)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	49 189 \$	(99 607) \$	6 918 \$	(154 219) \$
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31 805 \$	116 994 \$	24 446 \$	60 137 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	136 050	119 051	143 409	175 908
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	167 855 \$	236 045 \$	167 855 \$	236 045 \$